



COMMUNIQUÉ DE PRESSE : GRÈVE DU 12 NOVEMBRE

Dans un contexte d'austérité qui pèse lourdement sur la Fonction Publique, l'Education Nationale n'a plus les moyens de remplir correctement sa mission et elle crée des conditions de travail dégradées pour ses agents.

Les mesures mises en avant vont en effet dans le sens d'une idéologie qui prône la sélection et l'élitisme pour les élèves. L'individualisation règne, chaque élève est déclaré maître de son avenir scolaire professionnel ce qui permet de dédouaner l'Etat qui ne semble plus lutter efficacement contre les inégalités qui se creusent. Ce faisant le ministère de l'Education tente de mettre sous tutelle les pratiques enseignantes par l'instrumentalisation d'évaluations nationales, il nie ainsi la professionnalité des enseignant-es et l'exercice de la liberté pédagogique.

L'accroissement des violences en milieu scolaire ne doit pas se réduire à des effets d'annonce et des mesures répressives.

On ne fait pas progresser les élèves avec des injonctions hors sol. La réussite de tous et de toutes nécessite de prendre en compte la spécificité de chaque élève, les moyens pour l'accompagner et cela de la maternelle à l'université. Il faut donc également un budget à la hauteur de cette ambition. Or les annonces budgétaires pour l'année 2019 démontrent que le gouvernement a abandonné la priorité à l'éducation. Le primaire est censé rester une priorité mais celle-ci n'est financée que par redéploiement des moyens. Avec 2 650 postes d'enseignants et 400 de personnels administratifs supprimés, c'est une nouvelle dégradation des conditions d'études des élèves et de travail des personnels qui est programmée. La casse du statut avec le recours massif aux contractuels non formés n'est pas compatible avec l'ambition d'un enseignement de qualité et d'une plus grande égalité de réussite, ni d'une bonne administration du système éducatif.

Dans cette perspective, nous combattons toutes réformes qui entraîneront des suppressions de postes et la dégradation du service public d'éducation.

Pour les personnels, la situation se dégrade et le pouvoir d'achat ne cesse de décroître. Le gouvernement n'a pas saisi l'occasion du rendez-vous salarial pour revaloriser les salaires des agent-es publics. Ainsi, il n'honore pas la promesse de campagne faite par Emmanuel Macron « d'améliorer le pouvoir d'achat de toutes les salarié-es », puisqu'il laisse de côté plus de cinq millions d'agent-es de la Fonction publique ! Pire, il maintient le gel de la valeur du point d'indice et ne propose que quelques mesures dont la portée sera limitée (Compte Épargne Temps, aides au logement, indemnités kilométriques...). Pourtant, ce rendez-vous était très attendu après les pertes subies ces dernières années et le gel du point d'indice en mai 2017.

Dans notre académie, nous nous opposons à la fusion à marche forcée des académies de Nice et d'Aix-Marseille. Nous réclamons le maintien d'un véritable service public de proximité. Nous exigeons le maintien et l'amélioration du modèle académique actuel et demandons les créations de postes nécessaires.

Pour toutes ces raisons, nous appelons à la grève

lundi 12 novembre 2018.

Venez nombreuses et nombreux à 10h place Massena à Nice